

**Union européenne - Conseil des  
affaires étrangères - Moldavie : le  
Conseil adopte des conclusions -  
Communiqué de presse du Conseil  
de l'Union européenne**  
(Bruxelles, 26 février 2018)

Les ministres des affaires étrangères ont procédé à un échange de vues sur la République de Moldavie (ci-après dénommée Moldavie), portant notamment sur la mise en oeuvre de l'accord d'association, les relations de l'UE avec la Moldavie et les perspectives d'avenir d'ici les prochaines élections législatives. Ils ont également discuté du rôle de la Moldavie au sein du Partenariat oriental et de son action dans le domaine de la sécurité. Le Conseil a adopté des conclusions à l'issue du débat.

Dans ses conclusions, le Conseil réaffirme qu'il est déterminé à renforcer l'association politique et l'intégration économique entre l'UE et la Moldavie, en travaillant en partenariat étroit sur la base de l'accord d'association entré en vigueur en juillet 2016. Le Conseil rappelle que l'UE reste déterminée à soutenir les progrès accomplis dans le cadre des réformes nécessaires pour que les citoyens moldaves tirent parti des avantages découlant de l'accord d'association, notamment de la zone de libre-échange approfondi et complet.

Le Conseil a examiné et adopté pour la dernière fois des conclusions sur la République de Moldavie le 15 février 2016. Ces conclusions portaient essentiellement sur les réformes que la Moldavie devait entreprendre conformément à son accord d'association afin de répondre aux attentes des citoyens. Depuis, les autorités de la Moldavie ont adopté plusieurs initiatives législatives liées aux réformes considérées comme prioritaires dans les conclusions en question. Tout en prenant acte des mesures déjà prises par la Moldavie, le Conseil souligne qu'il est essentiel que les réformes entamées en 2016 soient poursuivies et mises en oeuvre.

Dans la perspective des élections à venir, le Conseil déplore que la nouvelle loi électorale n'ait pas tenu compte de certaines des principales recommandations formulées dans l'avis conjoint rendu par la Commission de Venise du Conseil de l'Europe et par l'OSCE/le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, rappelant que des élections transparentes, ouvertes à tous et crédibles aux niveaux central et local revêtent une importance capitale.

Le Conseil rappelle aussi que la liberté des médias et le pluralisme sont indispensables à une société démocratique et engage la Moldavie à mener des réformes qui s'attaquent à la concentration dans l'actionnariat des médias et garantissent la liberté des médias et le pluralisme.

Le Conseil souligne qu'il convient sans attendre de redoubler d'efforts pour mener une lutte plus énergique contre la corruption, qui aboutisse à des résultats concrets et qui devrait

s'accompagner d'une réforme approfondie du système judiciaire, y compris du ministère public. Il insiste par ailleurs sur le fait que ce processus de réforme suppose de mener des enquêtes et des poursuites approfondies, impartiales et exhaustives visant toutes les personnes impliquées dans la fraude bancaire massive révélée en 2014.

## Contexte

Les relations entre l'UE et la Moldavie ont pour cadre l'accord d'association, qui prévoit une association politique et une intégration économique plus poussées et se traduit par une augmentation constante des échanges entre les deux partenaires.

L'aide de l'UE contribue à la modernisation de la Moldavie, au travers de réformes en faveur de la croissance et de la création d'emplois, ainsi que du respect des droits de l'homme et du renforcement de la démocratie. L'UE est également convenue de fournir une assistance macrofinancière à la Moldavie, sous réserve que soient respectées des conditions préalables précises et spécifiques, notamment sur le plan politique. Un protocole d'accord, un accord de prêt et un accord de subvention concernant cette assistance macrofinancière ont été signés en novembre 2017./.